

Entre Di Rupo et les Liégeois, l'éternel soupçon

Un siècle que cela dure ! La direction du PS s'est toujours méfiée de la fédération de Liège, et vice versa. Loin d'atténuer les désaccords, les élections de mai 2014 ont provoqué un regain de tension, toujours pas apaisé douze mois plus tard.

Par **François Brabant**

Entre Elio Di Rupo et les socialistes liégeois, l'histoire a mal commencé. Quand le Montois se présente à la présidence du PS, en 1999, deux outsiders imprévus se dressent face à lui. Le premier est le bourgmestre de Liège en personne, Jean-Maurice Dehousse. « J'ai torpillé la candidature impériale », se vante alors l'ancien ministre-président wallon. La seconde adversaire se nomme Anne-Marie Lizin. La sénatrice hutoise présente sa candidature depuis un lieu symbolique, la maison du peuple de Flémalle. Devant les photographes, elle pose sous le portrait d'André Cools, l'ex-président du PS, assassiné huit ans plus tôt.

Elio Di Rupo n'éprouve aucun mal à terrasser ses rivaux. Anne-Marie Lizin s'en tire avec un score honorable (16,9 %), tandis que Jean-Maurice Dehousse subit une défaite cuisante (7,4 %). Bien vite, le duo de réfractaires est renvoyé sur les rives de la marginalité. Avec le recul, l'épisode trahit pourtant une sorte de vice originel. Sous l'ère Di Rupo, l'incompréhension ne s'est jamais dissipée entre le boulevard de l'Empereur et la place Sainte-Véronique, où se dresse le siège de la fédération liégeoise. L'effacement progressif de l'ancienne génération (Guy Mathot, Michel Daerden, José Happart...) n'y a rien changé, pas plus que l'émergence en Cité ardente d'un « club des cinq » (*lire aussi page 32*), phalange de jeunes loups en apparence plus modernes et plus conciliants – Jean-Claude Marcourt, Willy Demeyer, Stéphane Moreau, André Gilles et Alain Mathot.

Pas plus tard que le 30 avril dernier, une déclaration ambiguë de Willy Demeyer a provoqué la stupeur des principaux hiérarques du PS. Interrogé par la RTBF, le président de la fédération liégeoise a indiqué que Jean-Claude Marcourt « pourrait à l'avenir se voir confier d'autres responsabilités, comme la ministre-présidence wallonne ». Il n'en fallait pas plus pour que certains y voient la volonté du bloc liégeois d'évincer Paul Magnette de l'Elysette et de forcer la main d'Elio Di Rupo, en vue d'un remaniement interne au PS.

Mais c'est surtout la défaite du 25 mai 2014 qui a entraîné une recrudescence de la nervosité sur la ligne Liège-Bruxelles. Dans les couloirs du boulevard de l'Empereur, plusieurs voix

considèrent que le refus des Liégeois d'accueillir Jean-Pascal Labille sur leurs listes électorales a coûté cher au parti. Côté liégeois, on réplique que l'ex-ministre des Entreprises publiques n'a jamais indiqué avec clarté son souhait d'être candidat. Pis : on affirme que c'est la direction du PS elle-même qui a tout désorganisé en imposant la présence de Frédéric Daerden sur la liste fédérale, alors que celui-ci devait initialement se présenter à l'Europe. Le député provincial André Gilles n'en démord pas : « L'immixtion du boulevard de l'Empereur a été dommageable. La candidature de Frédéric Daerden à la Chambre a accru la concurrence interne, et donc les tensions. De l'extérieur, on nous dit : vous devez vous entendre. En réalité, ça provoque le contraire de l'effet escompté. Cela crée des disputes qui n'auraient pas eu lieu si on s'était arrangés juste entre nous. »

Même ton agacé dans la bouche d'Alain Mathot. « La défaite, elle s'explique en grande partie parce qu'on est venu se mêler de nos affaires, ose le député-bourgmestre de Seraing. J'ai exprimé mon avis à l'époque, je n'ai pas été suivi. Je l'accepte. Mais qu'on ne vienne pas nous dire depuis Bruxelles que les Liégeois ont fait perdre le parti ! »

Exclu, le premier des socialistes liégeois

Au-delà des divergences circonstancielles, un fossé culturel sépare Elio Di Rupo et la fédération de Liège. Self-made-man, le Montois est allergique aux dynasties politiques. Fils d'immigré, individualiste par tempérament, il ne comprend pas cette sorte d'aristocratie ouvrière qui s'est développée sur les terres de l'ancienne industrie wallonne. Or, en région liégeoise plus qu'ailleurs, le destin du PS s'incarne à travers des héritiers. Des exemples ? Alain Mathot, fils de Guy Mathot. Alain Onkelinx, fils de Gaston Onkelinx, et frère de Laurette Onkelinx. Frédéric Daerden, fils de Michel Daerden. Marc Bolland, fils de Paul Bolland. Maurice Mottard, fils de Gilbert Mottard. André Gilles, fils de Raymond Gilles. Et d'autres.

« Notre fédération est mal perçue du boulevard de l'Empereur ? Cela n'a rien de neuf. On s'y fait, vous savez », relativise André Gilles. Bien avant l'arrivée d'Elio Di Rupo au sommet du parti, le PS liégeois a subi – et parfois entretenu – une forme d'isolement. A y regarder de plus près, là aussi, l'histoire a mal commencé. En 1894, le héros du socialisme liégeois, Célestin Demblon, devient l'un des premiers députés du Parti ouvrier belge (POB, ancêtre du PS). Mais ses rapports avec le président Emile Vandervelde sont houleux. Lors de la rédaction de la Charte de Quaregnon, Demblon guerroye contre le « patron » pour faire inscrire la revendication républicaine dans le texte. Quand

la Première Guerre mondiale éclate, il s'oppose à nouveau à la direction du POB, qu'il accuse de chauvinisme. Il finira exclu du parti, en raison de ses accointances avec les communistes. Mais, aujourd'hui encore, plusieurs rues portent son nom, à Liège, Ans, Herstal...

D'un bout à l'autre, le XX^e siècle a été parsemé de frictions entre socialistes liégeois et présidents successifs du POB, du PSB, puis du PS. Pendant la guerre d'Espagne, la fédération de Liège se heurte à l'état-major du parti. En cause : la décision du gouvernement belge, auquel participe le POB, d'envoyer un attaché à Burgos, la capitale du régime franquiste. « Nos congrès avaient dit : Burgos, jamais ! Dans ces conditions, il fallait quitter le gouvernement », clame le député liégeois François Van Belle. Un congrès extraordinaire est convoqué le 15 janvier 1939. La résolution finale regrette l'envoi d'un représentant à Burgos, mais approuve le maintien du POB au gouvernement. Un compromis auquel se rallient deux tiers des congressistes, mais à peine 14 % des délégués liégeois.

Rebelote en 1962, lorsque le gouvernement concocte une batterie de mesures pour encadrer le droit de grève. Malgré

l'hostilité de sa base syndicale, le PSB fait profil bas. Il n'a rien à gagner dans une crise politique. A la Chambre, cependant, douze députés socialistes enfreignent la discipline

de groupe et votent contre le projet législatif. Parmi les rebelles : les huit élus de l'arrondissement de Liège, sans exception, emmenés par André Cools.

Di Rupo s'est lui aussi frotté au particularisme liégeois. En juillet 2009, dans la foulée des élections régionales, le PS conclut un accord pour gouverner la Wallonie avec Ecolo et le CDH. Mais, en bureau de parti, Alain Mathot exprime des réticences. « Écoutez, ça me fait quand même peur de rentrer dans ce schéma-là, balance le Sérésien. Est-ce qu'on a bien réfléchi à toutes les conséquences ? Est-ce qu'on est vraiment sûr qu'une autre coalition est impossible ? » Elio Di Rupo tue dans l'œuf le début de fronde : « Si c'est comme ça, je demande le vote ! » Une forêt de mains se lève. Seuls trois membres du bureau s'abstiennent. Trois Liégeois : Alain Mathot, Willy Demeyer et André Gilles.

Entre les socialistes liégeois et Elio Di Rupo, l'histoire a mal commencé. Qui sait si, un jour, elle ne pourrait pas mal finir ? ●